

# SCIENCES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT

Par

*Claude AKE* \*\*

## INTRODUCTION

Les liens existant entre les Sciences Sociales et le développement prêtent-ils à discussion ? En Afrique, on a généralement tendance à en faire deux domaines distincts et à supposer que la Science est la cause réelle ou potentielle du développement. Cette supposition est peut-être un peu exagérée. Comment peut-on distinguer la connaissance scientifique du monde naturel ou social, du développement et lui attribuer le rôle de moteur du développement ? Comment ne pas voir que la Science est une partie intégrante du développement ? En effet, quelle que soit la signification donnée au terme «développement», il est indéniable qu'il s'agit de l'accroissement systématique des capacités de l'homme à maîtriser son environnement, à satisfaire ses besoins et à réaliser son potentiel. Le développement des sciences sociales et naturelles constitue l'essence même de l'accroissement de ces capacités. La science sociale est le fondement de la conscience rationnelle et l'instrument avec lequel l'homme change et recrée son environnement au cours du processus de développement pour atteindre un niveau plus élevé de civilisation.

En résumé, lorsqu'on dit qu'une société se développe, cela implique que les sciences s'y développent également. Il importe d'ajouter que le niveau des connaissances scientifiques d'une société donne une image précise de l'histoire et des forces sociales prédominantes de cette société. On ne peut pas séparer la science des forces sociales, plus vastes, et faire du développement des connaissances scientifiques un problème qui n'intéresse que la science car il s'agit essentiellement d'un problème de changement social.

Ce sont là quelques réflexions qui sèment le doute dans l'esprit de toute personne qui supposerait que la relation entre sciences sociales et développement est problématique. Elles invitent notamment à se poser des questions sur les conclusions de la majorité des chercheurs africains qui considèrent que les sciences sociales sont un instrument indépendant pour la promotion du développement. Il est néanmoins intéressant de faire de la science et du développement deux domaines distincts et d'en étudier les interactions. Si l'on peut affirmer que dans toute société en développement, il y a un accroissement des connaissances scientifiques, il n'en découle pas pour autant que développement des sciences et développement soient synonymes ou que la science ne peut se concevoir hors du cadre du dévelop-

---

\* *Doyen de la Faculté des Sciences Sociales, Université de Port Harcourt, Nigéria.*

\*\* *Une première version anglaise, disponible sur demande, a été publiée par le CODESRIA sous forme de Publication Occasionnelle.*

pement. La science fait partie intégrante du processus de développement mais elle n'en est seulement qu'une partie. Aussi peut-on étudier ses interactions avec d'autres parties du développement. On peut ainsi analyser la dynamique interne du phénomène de développement, étudier les interactions des divers éléments et examiner l'impact de ces interactions sur les perspectives de développement plus poussé. En bref, les liens entre sciences sociales et développement peuvent prêter à discussion.

Toutefois, la présente conclusion ne constitue pas l'objet du débat. Il s'agit d'éviter les simplifications hâtives dans l'étude des liens entre sciences sociales et développement en montrant que l'on ne traite pas d'un simple problème de cause à effet. La science et le développement sont deux coordonnées variables qui sans cesse se rejoignent et se fondent, sans cesse se contredisent et sans cesse se recourent en nouvelles synthèses. Ceci étant, pour des raisons de clarification, notre exposé débutera par un examen du point de vue simpliste qui constitue à faire de la science, la cause du développement. Nous aborderons par la suite les aspects plus complexes de la question. Quels sont donc les problèmes posés par les liens entre les sciences sociales et le développement ?

## **PROBLEME DU DEVELOPPEMENT**

Le premier problème découle du fait que nos conceptions du développement sont confuses, pleines de contradictions et d'ambiguïtés. Tout effort pour définir les relations entre les sciences sociales et le développement devient futile eu égard aux difficultés d'appréhension du concept de développement. Comment analyser les relations entre les sciences sociales et le développement quant au départ, notre conception du développement est peu précise, confuse et contradictoire ? Qu'est-ce que le développement, ce but que nous nous sommes fixés et que nous cherchons à atteindre avec l'aide des sciences sociales ? Nous ne le savons pratiquement pas. Sachant que les Africains se sont totalement engagés à la réalisation du développement de leurs pays et en ont fait leur premier objectif national, toute conception fautive du développement aura pour résultats un gaspillage d'énergie, de ressources nationales et un affaiblissement du sens civique. Il apparaît donc clairement que la contribution la plus importante que les sciences pourraient apporter au développement de l'Afrique serait de fournir une définition adéquate du concept de développement.

Il importe toutefois de préciser la nature de la contribution souhaitée. Il nous faut tout d'abord montrer en quoi les conceptions actuelles du développement sont inadéquates. C'est là une tâche aisée. Les conceptions africaines du développement sont peu appropriées car elles sont trop inspirées de celles de l'Occident. Il est maintenant tout à fait évident que les responsables gouvernementaux africains admettent que les pays occidentaux industrialisés correspondent à une approximation historique de l'idéal de sociétés développées. Cet état de choses s'explique probablement par le fait que l'Occident a joué un rôle important dans l'histoire de l'Afrique et sa longue domination de ce continent a eu pour conséquence une influence décisive de ses notions tant dans la conscience que sur les conditions matérielles de l'Afrique contemporaine. Il peut également s'expliquer par l'impressionnante avance technologique, la croissance économique et l'industrialisation de l'Occident.

Il n'en reste pas moins que ces éléments ne constituent pas le développement. Ils garantissent non pas le développement, mais la possibilité de développement. Il est malheureusement trop aisé de les confondre avec la réalisation du développement. Quelle que soit la raison, il n'en demeure pas moins que les conceptions actuelles de développement en Afrique (du moins les plus importantes) tendent à se donner l'Occident pour modèle.

Nous ne voulons pas dire par là que les responsables gouvernementaux ou les chercheurs affirment leur préférence pour la notion occidentale de développement, ni qu'ils soient conscients du fait qu'ils la choisissent pour modèle. En fait, ils sont généralement très critiques du concept occidental de développement, ils reprochent essentiellement à l'Occident de confondre croissance économique et développement et d'avoir une notion trop matérialiste du développement. Ces critiques sont, pourrait-on dire, «rituelles». Elles sont rapidement émises et tout aussi rapidement oubliées. Car, en général, lorsque ces responsables ou chercheurs africains, une fois ces généralités émises, s'efforcent de spécifier en termes concrets leurs stratégies et politiques de développement, ils reprennent les mêmes concepts qu'ils critiquaient si vivement. L'analyse des plans de développement des pays africains révèle qu'ils sont très similaires tant dans les choses qu'ils cherchent à réaliser que dans leurs méthodes. Il ne faut peut-être pas trop attendre des politiciens qui, sous la pression des exigences politiques et celle d'économies qui sont des satellites de celles des pays occidentaux industrialisés, choisissent généralement d'opposer une moindre résistance et d'accepter les notions occidentales. Mais l'on est en droit d'attendre autre chose des chercheurs africains, notamment des spécialistes en sciences sociales.

Les spécialistes africains en sciences sociales ont généralement été critiques des conceptions occidentales de développement prédominant en Afrique. Toutefois, ces critiques tendent à être émises pour la forme. Tout comme les politiciens, ces chercheurs critiquent les conceptions occidentales mais les acceptent implicitement. Certaines études sont toutefois des exemples de critique rigoureuse et de rejet sans équivoque des notions occidentales de développement. On peut ainsi citer l'ouvrage de Samir Amin : «*Accumulation à l'échelle mondiale*». Cet ouvrage constitue une excellente critique de la théorie du sous-développement. Tout en traitant de sous-développement, l'auteur fait également une critique exhaustive des conceptions occidentales sur le processus et les moyens d'atteindre le développement. Le livre de J. Rweyemamu, «*Sous-développement et Industrialisation en Tanzanie*», est également un bon ouvrage quoique la critique des notions occidentales de développement y soit explicite. De telles études ayant traité de ce sujet de façon exhaustive, il n'y a plus lieu de s'étendre plus longuement sur la critique des conceptions occidentales, il est maintenant nécessaire de s'atteler à une tâche plus positive, celle de cerner de façon plus appropriée le concept de développement et de définir, avec précision et en termes pratiques les voies et moyens de réaliser le développement de l'Afrique.

La nécessité d'une telle tâche semble avoir été perçue comme l'indiquent certains éléments. Ainsi, plusieurs chefs d'état africains, tels L.S. SENGHOR («*Socialisme Africain*») et Jomo KENYATTA («*Government of*

*Kenya Sessional Paper No.10*), se sont efforcés de proposer leurs propres idéologies de développement. Les efforts les plus systématiques et les mieux connus dans ce domaine sont sans doute ceux de Julius NYERERE de Tanzanie qui, dans une série de publications officielles et d'ouvrages («*Education and Self-Reliance*», «*Socialism and Self-Reliance*», «*Tanu Guidelines*», «*Freedom & Socialism*», «*Freedom and Unity*», «*The Arusha Declaration*», «*The Rational Choice*»), a élaboré sa conception du développement, basée sur les notions d'Ujamaa et d'auto-suffisance.

D'autres leaders africains ont essayé de trouver un modèle de développement différent en optant pour le socialisme scientifique. Ce sont, entre autres, Mengistu en Ethiopie, S. Machel en Mozambique et le gouvernement du MPLA, en Angola.

On note, non sans intérêt, que les chercheurs africains et plus précisément les spécialistes en sciences sociales, ont peu contribué à l'élaboration de concepts de développement plus appropriés, susceptibles de remplacer les modèles occidentaux actuellement adoptés.

Certains chercheurs ont préconisé le modèle socialiste ; c'est le cas des membres de l'Académie Nigériane des Arts et Sciences qui ont patronné la publication d'un ouvrage intitulé «*Economic Development of Nigeria : The Socialist Alternatives*». La majorité des chercheurs qui se sont intéressés au problème se sont généralement contentés d'émettre des platitudes telles que, l'homme doit être le point de mire du développement, le développement ne devrait pas avoir pour unique objet la croissance économique mais plutôt l'amélioration de la qualité de la vie dans la société... On remarque avec intérêt que les Agences des Nations Unies, notamment la C.E.A., se sont davantage penchées sur la question de l'élaboration d'un concept de développement plus adéquat que les instituts de recherche, les universités et les chercheurs individuels. C'est grâce aux travaux des Agences des Nations Unies que de nouveaux concepts intéressants tels la capacitation et l'approche unifiée ont été élaborés. Les ouvrages suivants : «*rapport sur une approche unifiée à l'analyse et à la planification de développement*» (Commission des Nations Unies pour le développement social E/CM.5/519. 5 Décembre 1974), «*Application de l'approche unifiée à l'analyse et la planification du développement en Afrique*» (C.E.A.E/CM.14 C.A.P.,6. 14 – 30 Septembre 1976), «*Cadre des Principes pour la mise en œuvre du Nouvel Ordre Economique Mondial en Afrique*», C.E.A.E/CN 14/ECO/90. Rev. 3. 25 Juin 1976), donnent une bonne idée des efforts fournis par les Agences des Nations Unies pour explorer de nouvelles voies dans ce domaine et formulent de nouvelles propositions tout à fait intéressantes. Malheureusement, aucun de ces documents ne propose de solution de rechange à la notion occidentale de développement ; dans le meilleur des cas, quelques modifications mineures y sont suggérées.

Le besoin de formuler un nouveau modèle de développement demeure très urgent en dépit de ces efforts. En effet, on s'aperçoit que les propositions formulées, non seulement ne résolvent pas le problème mais, dans certains cas même, le compliquent. Certains leaders africains qui ont essayé d'élaborer de nouvelles idéologies de développement n'ont pour unique souci que de promouvoir le culte de leur personnalité. Ils n'ont pas donné d'indications précises sur le processus de développement ; ils n'en ont probablement jamais eu l'intention. Souvent, les implications des politiques

préconisées sont marginales ou négatives ; marginales, car leurs concepts originaux manquent de rigueur et les détails de leur mise en oeuvre restent obscurs ; négatives car elles créent un désordre et masquent des politiques qui perpétuent les structures économiques coloniales encore existantes. Même les pays qui ont choisi le socialisme économique sont loin d'avoir réussi à réorienter leurs plans de développement. Les idéologies et les théoriciens de ces pays devront, en un premier temps, repenser, je dirais même, recréer le socialisme en se fondant sur les réalités africaines. Tant que cette tâche nécessaire ne sera pas accomplie, il sera difficile d'affirmer qu'il existe un modèle socialiste de rechange. Tant que cette tâche ne sera pas accomplie, l'adoption d'un modèle de développement socialiste n'aura pour effets que de fournir des résultats étrangers et, probablement, de discréditer le socialisme.

En résumé, une tâche pressante doit être exécutée. Les Africains, notamment les spécialistes en sciences sociales, doivent s'efforcer de trouver un modèle de développement plus conforme aux réalités africaines que les modèles occidentaux actuellement adoptés. Tant que cette œuvre ne sera pas réalisée, l'Afrique continuera à mal utiliser ses énergies et à gaspiller ses ressources. C'est aux sciences sociales qu'il revient d'apporter cette contribution décisive.

Pour difficile que sera cette tâche, il sera plus ardu de détourner les pays africains des idéologies et stratégies de développement qu'ils ont actuellement choisies. Car, bien que ces idéologies et pratiques jouent un rôle déterminant dans la perpétuation du sous-développement, elles servent des intérêts puissants qui, non seulement opposeront une grande résistance à toute tentative de changement pour d'autres idéologies mais empêcheront également l'élaboration de théories nouvelles en raison de la profonde influence qu'ils exercent dans le monde sur la production d'idées. La création d'un modèle de développement plus approprié est donc une tâche très complexe ; elle implique à la fois un combat intellectuel et un très dur combat politique. Les sciences sociales et les spécialistes en sciences sont-ils capables de mener à bien cette tâche ? La réponse est loin d'être claire.

## **NATURE DES CONNAISSANCES EN SCIENCES SOCIALES**

Avant de procéder à un examen critique du concept de développement et d'élaborer une idéologie et une théorie de développement plus conformes aux réalités africaines, les spécialistes en sciences sociales doivent tout d'abord faire une analyse critique de leur propre domaine de spécialisation. On peut dire que les concepts de développement adoptés actuellement en Afrique reflètent les intérêts de ceux qui détiennent le pouvoir comme nous l'avons déjà souligné ; on peut également dire qu'il reflètent les faiblesses des sciences sociales telles qu'elles sont pratiquées en Afrique. La plus haute priorité doit être accordée à la recherche sur la nature des sciences sociales en Afrique car il importe de connaître parfaitement toutes les caractéristiques de ce domaine pour pouvoir évaluer pleinement son potentiel d'utilisation pour le développement. Une bonne connaissance de ce domaine permettra également de la changer plus facilement. Quelles sont les principales caracté-

téristiques des sciences sociales en Afrique ? Quelles sont les implications de ces caractéristiques. Les sciences sociales sont-elles pertinentes aux réalités africaines ? Quelle est notamment leur pertinence par rapport au développement ?

Il me paraît nécessaire de relever brièvement deux objections qui pourraient être faites à ces questions. Tout d'abord on pourra objecter que la question d'une science sociale adaptée aux réalités africaines ne se pose pas car, de par sa nature même, la science est universelle. On pourra également arguer que la pertinence n'est pas un critère pertinent pour juger la science car la raison d'être de toute science est d'engendrer de nouvelles connaissances. Ces arguments ne sont pas convaincants. Quand on parle de science plus conforme aux réalités africaines, il ne s'agit pas d'une science africaine spéciale qui aurait ses propres principes ou sa propre méthodologie. Ainsi par exemple, lorsque les physiciens déclarent que la théorie de la relativité s'applique aux systèmes moléculaires et que celle des quantum s'applique aux systèmes microscopiques, ils ne parlent pas de deux sciences physiques différentes. Ils parlent de deux théories, faisant partie d'une seule science physique et qui s'appliquent plus particulièrement à un domaine bien déterminé de la physique. Ainsi, en réclamant des sciences sociales adaptées au contexte africain, on ne nie pas nécessairement le caractère universel des sciences sociales occidentales ; on ne préconise pas non plus la création de sciences sociales purement africaines. On demande des sciences qui étudieraient plus précisément certains aspects et problèmes spécifiques aux peuples africains. Les principes des théories scientifiques peuvent avoir une valeur universelle sans pour autant être pertinents en ce qui concerne une situation donnée tout simplement parce que le type de problèmes particuliers que résout cette théorie ne se posent pas dans cette situation. Quant à la pertinence, il est évident qu'il s'agit d'un critère tout à fait valable pour juger la science. La théorie de la science pour la science n'a jamais été rationnelle. Elle est absolument réfutée par les résultats de toute étude portant sur les circonstances qui ont donné lieu au progrès scientifique. D'une façon générale, le point de départ de toute recherche scientifique est le fait qu'il y ait un problème pratique à résoudre. Lorsqu'il n'y a pas de problèmes, en particulier de problèmes pratiques, il n'y a pas de progrès scientifiques ou très peu. On peut même affirmer que dès que la recherche scientifique se penche tout particulièrement sur les problèmes pressants qui se posent aux membres de la société, toutes les chances sont réunies pour que de grands progrès soient accomplis. Ainsi donc, lorsqu'on exige que la science soit pertinente, on n'entend pas par là la mettre uniquement au service de l'homme ; il s'agit d'assurer la présence d'une condition essentielle au progrès scientifique. Félicitons les spécialistes africains en sciences sociales pour avoir tous compris que la pertinence est un critère pertinent. C'est là un aspect positif des travaux de réévaluation générale des sciences sociales entrepris par les chercheurs africains et qui devront avoir pour résultat d'avancer la création de sciences sociales plus appropriées. De grands progrès ont été réalisés dans ce domaine. La majeure partie des ouvrages traitant de la nature des sciences sociales en Afrique ainsi que des liens qui existent entre ces

sciences et le développement, ont été présentés lors des conférences suivantes :

1. Sciences Sociales et Planification du Développement en Afrique au Sud du Sahara. Nairobi, 2–6 Décembre 1974.
2. Recherche Sociale et Développement National au Nigéria (Social Research and National Development), Nigerian Institute for Social and Economic Research, Ibadan, September–October 1975.
3. Etat et Rôle des Sciences Sociales en Afrique, Centre de Coordination des Recherches et de la Documentation en Sciences Sociales desservant l'Afrique Sub-Saharienne, CERDAS, Zaïre, 29 Nov. – 4 Déc. 1977.
4. Sciences Sociales, Recherche et Développement National en Afrique, CODESRIA/DSRC, Khartoum, 4–8 Novembre 1978.
5. Impact des Sciences Sociales sur les Politiques des Secteurs Public et Privé au Nigéria UNESCO/NISER, Ibadan, 4–6 Juin 1979.
6. Social Science Research Methodologies and their relevance to African Development CERDAS, Douala, Cameroun, 24–28 Avril 1978.
7. Formulation des Politiques des Sciences Sociales en Afrique Sub-Saharienne, UNESCO, Kinshasa, Zaïre, 8–12 Octobre 1979.

Outre ces documents de conférence, on peut également citer d'autres ouvrages utiles sur la nature des sciences sociales en Afrique ainsi que leurs relations avec le développement. Ce sont, entre autres :

- B. Onimode, «Towards New Orientations for Economics in Developing Countries» in *Nigerian Journal of Economic and Social Studies*, Vol. 18, No. 3, Novembre 1976.
- E. Edozian, «The Development of Economics and the Economics of Development», Discours d'ouverture de la Conférence Annuelle de la Nigerian Economic Society, Kano, Mai 1980 ;
- I. Livingston (ed.) «*The Teaching of Economics in Africa*» (Chatte and Windus, 1973). Les articles recueillis dans ce dernier ouvrage proviennent de documents présentés lors d'une conférence tenue à Dar-es-Salaam et portant sur «L'Enseignement de l'Economie dans les Universités Africaines (The Teaching of Economics in African Universities) ;
- C. Okonjo «On the Teaching of Economics in Nigeria», *Nigerian Journal of Economic and Social Studies*, Vol. 5, No. 2, 1963.

La lecture de tels ouvrages permet de se faire une idée plus précise des carences des sciences sociales en Afrique. En premier lieu, les théories actuelles des sciences sociales en Afrique sont très largement importées d'Occident. Or ce sont des théories qui ont été élaborées en réponse à des problèmes spécifiques à l'Occident et qui sont totalement imprégnées des valeurs des sociétés occidentales. C'est là, en partie, la raison pour laquelle ces théories ne s'adaptent pas très bien au contexte africain, notamment pour faire progresser le développement. Elles traitent de problèmes qui ne sont pas si importants en Afrique et leurs valeurs sont souvent en conflit avec celles que le développement nécessite en Afrique.

Deuxièmement, ces études montrent également, qu'en Afrique, les sciences sociales ont été divisées en disciplines trop spécialisées, d'où un phénomène de cloisonnement à outrance. Ce phénomène s'explique bien dans les sociétés occidentales qui ont proclamé la «fin des idéologies», ce qui signifie que ces sociétés ayant résolu leurs principaux problèmes internes, il ne leur reste plus qu'à s'attaquer aux questions mineures de nature spécifique et très technique. Quels que soient les avantages que le cloisonnement des disciplines présente pour l'Occident, ce système n'est pas très utile en Afrique. Sur notre continent, en effet, les problèmes majeurs sont loin d'avoir été résolus ; celui du développement notamment, très complexe, qui, pour être résolu, nécessitera des changements gigantesques à chaque niveau de la société. Il semblerait qu'une approche multidisciplinaire soit la solution la plus appropriée à cet effet.

Troisièmement, les théories occidentales des sciences sociales en Afrique utilisent des approches analytiques telles que la théorie des systèmes et le fonctionnalisme structurel qui sont trop statiques et ne s'adaptent généralement bien qu'à des situations d'équilibre. Une théorie adaptée au contexte africain devrait pouvoir traiter de situations contradictoires et répondre à des changements rapides et intervenant à différents niveaux à la fois.

Quatrièmement, on se trouve confronté au problème d'objectivité erronée. Il se présente sous deux formes. Tout d'abord, il y a la tendance à confondre empirisme et science et à porter l'attention sur les données quantifiables à telle enseigne qu'on en arrive à survoir ou à oublier les problèmes importants qui ne peuvent être quantifiés. Il y a également la tendance qui consiste à encourager la croyance que le spécialiste en sciences sociales doit se placer hors des combats de la société et demeurer neutre et détaché. Ce type d'objectivité se révélerait particulièrement négatif en Afrique. L'Afrique ne se trouve pas confrontée à des problèmes spécifiques d'ordre mineur, ne nécessitant que des changements marginaux et de nature technique. Pour résoudre les nombreux et difficiles problèmes qui se posent en Afrique, la seule attitude souhaitable est, non pas le détachement, mais un engagement total.

Certains chercheurs se sont penchés sur un autre aspect des sciences sociales en Afrique. Ils ont étudié les implications générales notamment pour le développement des sociétés, des théories prévalant actuellement en Afrique. Pour ce faire, ils ont effectué une analyse approfondie des méthodologies, techniques, théories, modèles, paradigmes et recherche privilégiée en vue de déterminer les valeurs qu'elles supposent et celles qu'elles cherchent à maximiser. Certains documents présentés lors des conférences susmentionnées portent sur cet aspect du problème. Deux de ces documents méritent d'être cités ; il s'agit de : BUJRA et MKANDAWIRE «Evolution des Sciences Sociales en Afrique : Problèmes et Perspectives», document présenté lors d'une conférence de l'UNESCO, Kinshasa, 1979 ; AMIN, ATTA-MILLS, BUJRA, HAMID & MKANDAWIRE, «Les Sciences Sociales et la Crise du Développement en Afrique : Problèmes et Perspectives», document présenté à la conférence CODESRIA/DSRC, Khartoum, 1978. Les études que l'auteur de la présente communication a réalisées sur les sciences sociales en Afrique portent uniquement sur ce type de critique. On pourra se reporter notamment aux documents suivants : «Social Science, Dependence and Under-Development», présenté à la conférence UNESCO/NISER 1979 .

«Issues of Social Science in Nigeria», soumis au groupe d'experts de l'UNESCO à Kinshasa, 1979 ; «*Social Science as Imperialism*» (Ibadan University Press, 1979).

Les spécialistes africains en sciences sociales ont mieux réussi à révéler les défaillances des sciences sociales «reçues» en vogue qu'à en élaborer de plus appropriées. En fait, ils se sont à peine attelés à la tâche de créer une théorie plus conforme au contexte africain, la critique des théories actuelles étant un préliminaire essentiel au lancement de nouvelles idées.

Les références plus fréquentes au Marxisme sont les seules indications de possibilités d'autres théories de sciences sociales. Ainsi par exemple, A. Nnoli préconise le Marxisme dans «*Marxist Method of Social Research and its Relevance in Africa*», document CERDAS, 1979. Toutefois, le Marxisme est plus utilisé comme moyen de critique que comme nouvelle théorie de sciences sociales. Il sera nécessaire de re-interpréter et de le recréer dans le contexte africain. Tant que cela ne sera pas réalisé, le marxisme ne pourra pas être considéré comme une alternative valable. Ne peut-on donc rien faire de mieux que de montrer la nécessité de créer des sciences sociales plus appropriées et d'espérer qu'elles seront un jour élaborées ?

## CONDITION DE PROGRES DES SCIENCES SOCIALES EN AFRIQUE

Pour élaborer une théorie plus conforme des Sciences Sociales, il sera utile de conduire une étude sur le contexte social des connaissances en ce domaine en Afrique. Car c'est en étudiant ce contexte que nous serons à même d'identifier les facteurs influençant les sciences sociales en Afrique. Quelles sont les éléments à étudier et comment devra être conduite cette étude ?

### *Ressources Humaines*

Le premier élément à étudier est celui des ressources humaines. Il serait nécessaire de commencer par faire un inventaire détaillé des spécialistes africains en Sciences Sociales. Le CODESRIA et le CERDAS s'occupent de cette question quoique l'on ne sache pas encore dans quelle mesure leur action ait été couronnée de succès. Outre cet inventaire, il faudra également procéder à une analyse du nombre de spécialistes en Sciences Sociales par rapport au très grand nombre de travaux de recherche requis en Afrique et par rapport à la demande en spécialistes de disciplines proches des Sciences Sociales tant dans le secteur public que privé. Il ne semble pas que ce type de recherche ait été entrepris. Peut-être parce qu'une partie des données requises se trouve généralement dans les études sur les ressources humaines réalisées par les gouvernements africains et que de toutes façons, il est peu probable que de telles études apportent de grandes précisions sur la situation de l'offre et de la demande de spécialistes en Sciences Sociales en Afrique.

Car actuellement, le problème critique pour l'Afrique est la création de Sciences Sociales mieux adaptées aux besoins de ce continent plus particulièrement, à celui du développement. Le facteur primordial est donc la qualité et non la quantité, des chercheurs africains en Sciences Sociales.

L'étude des facteurs influençant la qualité des Sciences Sociales en Afrique et des spécialistes en ce domaine est donc un tâche plus pressante que la compilation d'un inventaire. Une telle étude pourrait partiellement porter sur une analyse détaillée des programmes de Sciences Sociales dans les institutions d'enseignement supérieur en Afrique. Certains chercheurs ont brièvement traité de cette question dans leurs articles. On peut citer par exemple : I. Nzimiro, «Social Science in Nigeria», *Third World Forum Occasional Paper* No.1, 1978 ; P. Anyang Nyong'o, «The Teaching of the Social Sciences in East Africa», *Africa Development* Vol. III, No.4, 1978 ; M. Diouf, «Les Sciences Sociales en Afrique Francophone», *Africa Development*, Vol. III, No.4, 1978 ; David Court «The Idea of Social Science in East Africa», Institute for the Development Studies, Nairobi, 1978. En 1977, lors de sa réunion annuelle, le Bureau Exécutif du CERDAS lui a requis de réaliser une évaluation de la situation des Sciences Sociales en Afrique ; il lui a également demandé d'identifier et d'évaluer les infrastructures dont dispose actuellement la recherche en Sciences Sociales ainsi que les tendances futures en ce domaine. Le Secrétariat du CERDAS a recruté un certain nombre d'experts pour réaliser des enquêtes au niveau national, conformément aux directives de son Bureau Exécutif. Ces enquêtes furent terminées en 1978. Certaines d'entre elles, notamment celle de A. Jinadu «Social Science and Development in Nigeria», ont contribué à donner un tableau plus clair du cadre institutionnel et de quelques facteurs influençant les Sciences Sociales en Afrique.

Pour le moment, on dispose essentiellement d'enquêtes sur les programmes d'enseignement et d'études générales sur le développement historique des instituts de Sciences Sociales. Il importe maintenant de réaliser des études détaillées sur les facteurs ayant eu une influence décisive sur la formation des spécialistes africains en Sciences Sociales. Il semblerait que le fait que les principaux chercheurs africains aient généralement été formés en Occident ait joué un rôle décisif ; Il serait intéressant de déterminer les institutions fréquentées et le type de formation qu'ils y ont reçu.

Enfin, il serait également instructif d'étudier les liens existant entre les chercheurs et instituts africains avec ceux d'autres parties du monde. Tout semble indiquer que les résultats d'une telle étude révéleraient que les liens les plus étroits sont ceux qui existent avec l'Occident. Des travaux de recherche dans ce domaine montreraient probablement qu'il existe peu de relation horizontale entre spécialistes et instituts de Sciences Sociales de diverses parties d'Afrique ; on verrait que ces liens sont plutôt verticaux et rattachent les experts et institutions-satellites africains à l'occident. Cette situation pourrait s'expliquer objectivement par le fait que l'Occident contrôle la majeure partie des institutions grâce à son prestige international, aux fonds attribués, aux moyens mis à la disposition de la recherche, à la publication de journaux, etc... Les travaux requis n'ont pas encore été réalisés. Une fois cette recherche effectuée, on prendra mieux conscience des facteurs influençant les Sciences Sociales en Afrique et un grand pas aura été franchi vers l'élaboration d'une théorie nouvelle et plus conforme des Sciences Sociales.

*Structures de Recherche*

Si l'on veut étudier les facteurs qui ont joué un rôle capital sur la formation des Sciences Sociales en Afrique, il convient d'examiner avec attention les structures dont on dispose. Quelles sont les structures disponibles ? Quel est le cadre institutionnel de la recherche ? Qui finance la recherche ? De nombreux auteurs se sont penchés sur ces questions et y ont apportés des réponses intéressantes. Ainsi par exemple, on peut citer les documents suivants : P. Ghai «Social Research on Development and Development Institutes in Africa», *IDS Discussion Paper No.197*, Université de Nairobi, 1974 ; R. Akindele «The Organization and Financing of Scientific Research in Nigeria», *Quarterly Journal of Administration*, Vol.7, 1973 ; Senga et Migot-Adholla, «Social Science Research and National Development in Kenya», *Africa Development*, Vol. III, No. 4, 1978 ; J. Pegatienan – Hiby, «Le Rôle des Instituts de Recherche dans les Pays Africains à l'Economie de Marché», *Africa Development*, Vol. III, No. 4, 1978.

Les travaux dans ce domaine sont encore très succincts. Il est de la plus haute importance que des études comparatives sur l'ensemble de l'Afrique soient menées de façon systématique et approfondie. Il serait ainsi utile de comparer le financement et les résultats des recherches entreprises par les universités, les organismes privés et les agences gouvernementales. On s'apercevrait probablement que la majeure partie des travaux de recherche en Sciences Sociales est entreprise, en Afrique, par des agences gouvernementales et par des instituts étrangers. C'est là sans doute l'une des raisons pour lesquelles si peu de progrès ont été réalisés en matière de développement en Afrique. La recherche patronnée par des organismes étrangers est généralement pleine de préjugés culturels qui peuvent être négatifs en Afrique. Ce type de recherche porte toujours sur des questions qui présentent un intérêt pour les chercheurs, instituts et gouvernements étrangers mais qui ne répondront nullement aux besoins de développement en Afrique. C'est plus que la notion d'utilité qui est là en cause ; en effet, lorsqu'une science ne répond pas aux besoins de son contexte, il lui manque une condition essentielle pour son développement.

Le problème se place à un autre niveau. Les organismes étrangers qui patronnent la recherche en Afrique ont des intérêts très divergents ; ainsi, les intérêts d'un organisme tel que la FONDATION FORD, changent souvent. Une telle situation a pour effet de rendre la recherche en Afrique fragmentaire et chaotique, ce qui empêche l'accumulation des connaissances.

La recherche patronnée par les gouvernements présente également certains de ces inconvénients. Sous la pression des problèmes pratiques, les gouvernements se taillent une recherche «sur mesure». De même, les gouvernements africains tendent à s'accrocher au pouvoir et à être trop soucieux du maintien de l'ordre en place. La recherche conduite sous leur patronage est rarement originale et il est peu probable qu'elle favorise les questions sur les changements fondamentaux de la société. En effet, il semblerait que la recherche financée par les gouvernements en Afrique se préoccupe uniquement de problèmes spécifiques limités et de nature technique tels que : études de factibilité, collecte d'information sur la croissance démographique, études sur les ressources humaines, sur la productivité, etc...

La recherche patronnée par le secteur privé a les mêmes caractéristiques. Il semble donc que seule la recherche universitaire pourrait répondre à notre souhait sur un changement radical de direction. Malheureusement, c'est un type de recherche qui attire peu de financement.

Ces quelques remarques ne sont que des suggestions que nous offrons, non pas pour préjuger des résultats des travaux à entreprendre mais plutôt pour en souligner l'importance.

## CONTEXTE POLITIQUE

Il est également nécessaire d'analyser l'influence de la situation politique sur la production, la distribution et l'utilisation des Sciences Sociales. Comme nous l'avons déjà indiqué les Sciences Sociales (ou toute autre Science) ne peuvent être isolées des contradictions de la société. Toute recherche scientifique a pour point de départ tel but que l'on désire atteindre ou tel intérêt que l'on perçoit. La science se développe en vertu des problèmes considérés comme importants dans une société donnée, surtout de ceux qui dominent ladite société. Le type de sciences sociales prévalant actuellement en Afrique n'est peut-être pas tout à fait ce qu'il devrait être mais il ne saurait en être autrement en ce sens qu'il reflète les intérêts des classes dominantes en Afrique et les réalités de la dépendance économique de l'Afrique vis-à-vis de l'Occident. Ce n'est là qu'une supposition raisonnable qui se justifie largement. Il importe de s'éloigner de cette supposition et de l'attitude générale qui consiste à considérer «*Les Sciences Sociales en tant qu'Impérialisme*» et de s'efforcer de déterminer les valeurs et les intérêts exerçant les influences les plus décisives sur la production des Sciences Sociales, les formes que peuvent prendre ces influences et la façon dont elles agissent sur la nature des Sciences Sociales. De telles recherches ne consisteront pas en une étude unique de la genèse des Sciences Sociales actuelles. Il y a le problème corollaire du découragement d'autres disciplines des Sciences Sociales. Il semble qu'en Afrique, les classes dominantes ont un préjugé très défavorable contre les Sciences Sociales en général et certaines de leurs disciplines, en particulier. Le développement de certains secteurs, telle la gestion, soulève beaucoup d'enthousiasme alors que l'ensemble des autres disciplines est considéré avec une grande hostilité. On se méfie de ces disciplines ou du moins, des personnes qui les pratiquent. On a tendance à en faire les apôtres du progressisme ou du radicalisme. Dans les quelques pays africains anglophones que l'auteur de la présente communication connaît bien, on parle souvent du caractère nuisible des Sciences Sociales. Au Nigéria, par exemple, un rapport publié par la Commission Nationale des Universités (*Report of the Academic Planning Group*) déclare qu'il «semble quelquefois que le nombre de spécialistes en Sciences Sociales soit trop élevé ; il faudrait donc que le nombre des facultés soit réduit». En se basant sur les rapports étudiants – facultés et les projections sur les inscriptions d'étudiants fournis dans ce document, il apparaît que les Sciences Sociales se classent après les sciences physiques, les arts et lettres. On note toutefois avec intérêt que ce classement ne correspond pas aux besoins en personnel qualifié dans des domaines proches des Sciences Sociales, besoins indiqués dans des études sur les ressources humaines telles «*A survey of Graduate Employment Prospects 1973/74 à 1975/76*» (Enquête sur les perspectives

d'emplois des étudiants diplômés), République Fédérale du Nigéria, Etudes sur les Ressources Humaines, No.16. Le refus du gouvernement nigérian à créer un Conseil des Sciences Sociales est une preuve supplémentaire du préjugé défavorable qui sévit dans ce domaine, car d'autres Conseils ont été établis par ailleurs. Ce sont : le Conseil sur la Recherche Agricole 1971 ; le Conseil sur la Recherche Industrielle, 1971 ; le Conseil sur la Recherche Médicale, 1971 ; le Conseil sur la Recherche en Sciences Naturelles, 1973. En Juin 1980 enfin, le gouvernement nigérian a annoncé que les sept nouvelles universités qu'il se propose de construire n'offriront que des programmes de sciences naturelles. Tout semble indiquer que cette attitude n'est pas particulière à ce seul pays. Les sciences sociales occupent une place mineure dans la majorité des programmes universitaires en Afrique et seuls quelques instituts spécialisés se soucient de faire avancer la recherche en sciences sociales (voir par exemple «*Directory of Social Research and Training Establishments in Africa*», publié par le Centre de Développement de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique).

## UTILISATION DES CONNAISSANCES EN SCIENCES SOCIALES

On se préoccupe beaucoup de l'utilisation des sciences sociales aux fins de promotion de développement et des politiques publiques. Quand les spécialistes en sciences sociales discutent de la pertinence de leurs études, ils débattent en réalité du problème de leur utilisation. Les spécialistes conservateurs qui n'admettent pas les carences des théories actuellement prônées en Afrique estiment que le problème le plus aigü est celui de leur utilisation. A leur avis, les sciences sociales ne réussissent pas à promouvoir le développement non parce que les connaissances en ce domaine sont insuffisantes, ni parce que les théories existantes sont inadéquates mais parce que ces théories ne sont pas pleinement utilisées. Ils déplorent que les théories actuelles ne soient pas utilisables car elles ne soutiennent pas suffisamment les buts et idéaux de ceux qui détiennent le pouvoir. Ces arguments, généralement invoqués par les politiciens et planificateurs, sont avancés pour expliquer les raisons pour lesquelles la recherche en Sciences Sociales bénéficie si peu du patronage des gouvernements. Pourtant, d'autres affirment que les Sciences Sociales n'aident pas au développement de l'Afrique précisément parce qu'elles se soucient trop d'être d'une utilisation pratique aux planificateurs, dont la conception de l'intérêt public n'est que trop erronée et égoïste.

D'après ces opinions diverses et contradictoires, il est évident que le problème de l'utilisation des Sciences Sociales n'est pas clair. Y a-t-il un problème d'utilisation ? Il est tout à fait probable que la majeure partie des recherches systématiques en Sciences Sociales ait été réalisée par les départements de la recherche des ministères et agences gouvernementales tels que les Divisions de la recherche des Ministères du Plan et du Développement Economique, des Banques Centrales, des Ministères de l'Agriculture, du Logement et des Affaires Sociales. D'autres travaux sont ailleurs conduits par des organismes patronnés par les gouvernements tels que l'Institut Nigérian de Recherche Sociale et Economique et l'Institut des Etudes sur le Développement à Nairobi (Kenya). Une grande partie des études menées par ces organismes portent sur des projets qui leur sont commandités

par les gouvernements à des fins spécifiques. Il n'y a pas réellement de problème d'utilisation pour ce type de recherche. La production et l'utilisation des données recueillies sont pratiquement simultanées car la recherche répond à des questions pressantes et fournit des données sur des problèmes urgents. Une telle recherche n'est probablement pas fondamentale et elle contribue peu à l'accroissement des connaissances. Elle est néanmoins utilisée quoique son efficacité soit difficile à évaluer.

Dans certains cas, le problème de l'utilisation des Sciences Sociales peut être considéré comme inexistant. Comme nous l'avons déjà indiqué, les valeurs et les intérêts majeurs d'une société donnée jouent un rôle déterminant sur la nature et le développement des sciences dans ladite société. Divers chercheurs ont conclu que les Sciences Sociales en Afrique préconisaient la notion d'ordre, à savoir que le développement peut être atteint par des moyens compatibles avec le maintien des modes et relations de production actuels. Si cela était vraiment la nature et le but des Sciences Sociales prévalant actuellement en Afrique, il n'y a donc pas lieu d'en faire une critique car elles servent une fonction fondamentale.

Un troisième argument appuie la thèse selon laquelle l'utilisation des Sciences Sociales n'est pas un problème important. On a déjà indiqué plus haut qu'en Afrique, les Sciences Sociales étaient si étroitement inspirées des valeurs occidentales et si préoccupées de problèmes tels que celui de l'ordre et du développement capitaliste, qu'elles n'encouragent ni la pensée dialectique, ni les changements révolutionnaires. En conséquence, elles sont considérées inadéquates pour l'Afrique et dans ce cas, la question de leur utilisation devient tout à fait secondaire. Elle le sera d'autant plus dans la mesure où certains chercheurs jugent que ce type de Sciences Sociales est négatif et même pernicieux. Si ces objections sont fondées, on doit alors conclure que l'utilisation des connaissances en Sciences Sociales devrait être une question d'importance moindre que celle de la mise au point de théories plus appropriées au contexte africain. Néanmoins, il serait erroné de conclure que le problème de l'utilisation ne se pose pas ou est secondaire. En effet, on ne peut séparer la mise au point et l'application pratique de théories de Sciences Sociales. S'il n'y a pas élaboration de sciences nouvelles, il ne peut, bien sûr y avoir un problème d'application pratique. Par ailleurs, le développement de la science est stimulé par la question de son utilisation ultérieure. Ainsi donc, il convient de prêter une attention soutenue à ces trois questions : élaboration, développement et utilisation.

La question de l'application pratique des Sciences Sociales suscite beaucoup d'intérêts. De nombreuses communications présentées lors des conférences mentionnées dans la présente étude ont traité de ce problème. Certaines conférences, telle celle de l'UNESCO/NISER sur l'«Impact des Sciences Sociales sur les Politiques des Secteurs Public et Privé au Nigéria» portaient précisément sur ce problème. Plusieurs documents soumis à cette conférence traitaient assez superficiellement de la question mais d'autres l'étudiaient de façon plus approfondie.

Ce sont, notamment : T. Egunjobi, «The Chasm Between Social Sciences Researchers and Policy-Makers», I. Fadayomi, «An Assessment of the Impact of Migration Research on Relevant Policy in Nigeria» ; S. Idele, «The Responsiveness of Statistical Research to National Development Policy in Nigeria». Outre ces documents de conférence, on peut également citer

d'autres ouvrages utiles sur le problème de l'application pratique des Sciences Sociales : P. Stevens, «Social Sciences Involvement in African Development», *The African Studies Review*, Vol. XXI, No.3, 1978 ; V. Eleazu, «Think Tanks and National Development», Nigerian Institute of International Affairs.

Malgré ces études, les connaissances sur l'utilisation des Sciences Sociales sont encore très insuffisantes. La question n'a jamais été traitée de façon rigoureuse et systématique sans doute parce qu'une étude approfondie de ce problème particulier nécessiterait de très longues et très onéreuses recherches.

Plus grave même, est le fait que nous ne sachions pas exactement à quel niveau se pose ce problème d'utilisation des Sciences Sociales. Est-ce parce que les théories actuelles ne sont pas appliquées effectivement ? ou parce qu'elles sont inutilisables ? Est-ce un problème de restriction de l'usage de ces théories qui, dans le meilleur des cas, sont inadéquates et dans le pire, pernicieuses ? Voilà quelques unes des questions que l'on peut se poser. Certaines d'entre elles sont peut-être superflues mais seule une analyse nous permettrait de le démontrer. Il se pourrait que chaque façon de poser le problème soit valable, mais là encore il serait nécessaire de mener une étude pour le confirmer. Il se pourrait également que les diverses options soient susceptibles d'être mises en synthèse ou du moins systématiser. En bref, il convient de clarifier le problème d'application pratique des Sciences Sociales. Ce sera une tâche difficile que l'on pourrait faciliter sans doute en commençant par conduire des travaux de recherche sur la question fondamentale suivante : Qui utilise les connaissances en Sciences Sociales, comment et pourquoi ? Car une fois que nous pourrions répondre à cette question, le problème sera perçu avec plus de précision.

Enfin, c'est là un point capital, lorsque cette question sera résolue, un grand pas aura été franchi et il sera plus aisé de comprendre les facteurs influençant l'élaboration des théories en Sciences Sociales ainsi que les raisons pour lesquelles les théories adoptées actuellement en Afrique présentent de telles caractéristiques. Lorsqu'à leur tour ces points seront éclaircis, il sera plus aisé de définir les voies et moyens à utiliser pour réorienter les Sciences Sociales ou du moins pour identifier les obstacles qui entravent une telle ré-orientation.

Les suggestions offertes dans la présente étude sur les liens entre Sciences Sociales et Développement montrent que les différents aspects du problème ne peuvent être cloisonnés. Il sera nécessaire de mener des recherches simultanément et sur divers fronts : définir un concept de développement plus approprié, élaborer des théories de Sciences Sociales plus conformes, étudier les problèmes de mise au point et d'application des connaissances en Sciences Sociales. Il importerait en fait d'établir non point divers programmes de recherche, mais un seul qui engloberait tous ces aspects.

## SUMMARY

In this article the writer looks at the relationship between social sciences and development in Africa with the view of suggesting the ways in which social sciences could be more useful to the development process in Africa. His first two paragraphs analyse the problem of development itself and the nature of social science knowledge. He points out that «misconceptions of development could lead to misdirection of energy, waste of national resources and the weakening of the sense of national purpose». Therefore one of the major contributions of social science is to try and provide an adequate conception of development. But if social science is to look critically at the conception of development, it must also look critically at itself. Although efforts have been made at various conferences and seminars to describe the nature of the prevailing social science, and the general relationship of social science to development, the new directions of the social sciences which are to be created are not yet clearly mapped out.

In the rest of the article, the author comments briefly on the conditions of the growth of social science in Africa on such aspects as manpower, research facilities, the political context and the utilization of social science knowledge, etc ...

The study of the manpower resources in social science is certainly one of the first task to achieve concerning the problem of manpower. It should begin with a careful inventory of African Social Scientists. However, since the critical problem for Africa is the production of a social science which is more appropriate for Africa's development needs, the quality of African Social Scientists will thus become a critical aspect. A most important step towards this would be a detailed analysis of the content of social science curricula especially in institutions of higher learning in Africa. As for research facilities, more detailed and systematic work on a comparative basis for the whole of Africa is of the highest priority. One useful approach would be to compare the effects of the funding and conducting of research in universities, private organizations and government establishments.

It is also important to investigate the political situation as it influences the production, distribution and use of social science, because social science, like any other science cannot be isolated from the contradictions of the social context. In any case, the type of social science prevailing in Africa may not be all it ought to be but it is all it can be in the sense that it reflects the interests of the ruling classes in Africa and the realities of the economic dependence of Africa on the West.

The last condition for the growth of social science in Africa is the problem of the utilization of social science knowledge. Although it does not seem to be conspicuous to researchers, the production of science in general and social science in particular cannot be separated from its utilization. But since the problem of utilization is not clear in itself, the first task set to African Social Scientists is to clarify it by determining who uses social science knowledge, how and why.

The author concludes by suggesting that since scholarly effort has to be made simultaneously on several fronts, what appears to be needed is not several research programmes but one comprehensive research programme.